

Des bleus assénés aux bleus

France Bleu et France 3 affichent la même couleur, un bleu qui finit par déteindre en ecchymoses qui bleuissent à l'unisson.

La cause ? Les mauvais coups portés à ces deux entités phares de l'information de proximité par des dirigeants avides de réforme.

Objectif : séduire une tutelle qui agite un vieux serpent de mer politique – une BBC à la française !

Cette volonté de ressusciter une nouvelle ORTF, ce rêve fou de créer rapidement cette “BBC *made in France*” pour faire face à la concurrence a été annoncé sans complexe par la ministre de la Culture sur France Inter.

Il est quand même permis de douter des intentions réelles d'une telle réforme, tant la nouvelle Ministre est plébiscitée sur les chaînes privées concurrentes dont le passe-temps favori consiste à démolir systématiquement l'audiovisuel public.

Ladite Ministre a même cité dans son interview des pratiques de rapprochement qui existent déjà selon elle “à la base”.

En effet, cette fusion qui ne dit pas son nom n'a pas tardé à se dessiner dans le réseau sans aucun accord négocié, sans aucun contrat signé entre les deux sociétés et, pire, sans aucune consultation des instances représentatives.

Cette “synergie”, comme le déclament certains, ce mariage forcé, comme d'autres le pensent, est passé en force dans plusieurs antennes sous couvert d'une pseudo-régionalisation, car il est de notoriété publique que le réseau est l'enfant gâté de la maison après une grosse décennie de coupes sombres.

Sur quelle base juridique la direction avance-t-elle dans ce qu'elle nomme pudiquement “un rapprochement” ?

S'agit-il du fameux Groupement d'intérêt économique, ce GIE censé rapprocher la 3 et les locales de France Bleu pour diffuser davantage de matinales communes ?

Nous parlons de la radio filmée du matin au succès d'audience très mitigé et pour laquelle le réseau a fortement investi sur les plans technique et financier.



La direction sait-elle seulement que des accords d'entreprise de Radio France et de France TV ne sont pas identiques et qu'une fusion ne se dessine pas sur un coin de table avec des expérimentations sauvages en prenant les salariés pour des cobayes ?

Par ailleurs, France TV est priée de faire 200 millions d'économies, selon des médias mieux informés que les propres élus et salariés de cette entreprise, ce qui devient, hélas, une habitude détestable.

Mais où seront pratiquées les coupes sombres ? Dans le réseau ? Au siège ? Dans les outre-mer ?

Certains y voient l'ombre d'un plan social assez massif en taillant brutalement dans la masse salariale, à l'image des chaînes anglaises, comme la BBC justement, qui impose une sévère cure d'amaigrissement en diminuant ses effectifs.

Mais vous allez nous dire encore que nous avons l'esprit mal placé et que nous imaginons toujours le pire ?

Hélas, le temps s'écoule et finit par nous donner raison.

Nous restons réalistes et méfiants, car après avoir avancé masqués, voilà que vous tentez le passage en force. Cela n'augure pas un dialogue social de qualité et de confiance, ni avec nous, ni avec des salariés lassés par vos réformes brutales et vos promesses trompeuses.

Sachez que le SNJ ne vous laissera pas les coudées franches et examinera tous les recours possibles contre ces mauvais coups successifs que vous portez à l'audiovisuel public.

Paris, le 7 février 2024